



Impacts de la guerre en Ukraine au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Pierre Razoux

directeur académique et de la recherche de la FMES

Résumé :

Les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord rechignent à prendre parti pour ne pas mettre en danger leurs coopérations croissantes avec la Russie ; Israël, la Turquie et l'Iran se retrouvent dans une posture particulièrement délicate. Si la Turquie semble s'être ralliée provisoirement à l'OTAN, Israël se retrouve de plus en plus isolé. L'Iran craint pour sa part de voir l'accord péniblement négocié avec les Etats-Unis remis en cause par la Russie.

La guerre en Ukraine a provoqué la flambée des prix du blé, mais surtout des hydrocarbures ce qui constitue une excellente nouvelle pour les pays de l'OPEP. Les pays exportateurs de gaz pourraient redorer leur blason auprès des Occidentaux en se substituant à la Russie, notamment l'Algérie, le Qatar et la Libye. L'Algérie pourrait en profiter pour opérer un renversement d'alliance au profit de l'Allemagne et de la Turquie. Les pays à forte population, faible économie et sans ressources en hydrocarbures vont en revanche souffrir ; ils pourraient être déstabilisés par des émeutes de la faim. Les pays très proches de la Russie ou abritant des bases russes sur leur territoire risquent de devoir être amenés à se positionner clairement, au risque de se retrouver isolés. Ceux qui attendent d'importantes livraisons d'armes de la Russie (Algérie, Egypte, Syrie, Iran) risquent d'en être pour leurs frais.

L'ensemble des pays de la région a les yeux rivés sur l'OTAN et l'Union européenne dont le sursaut a surpris. Tout signe de pusillanimité dans la gestion de la sortie de crise risque d'être interprété comme un signe de faiblesse et ne fera que renforcer les discours hostiles et revanchards, tout comme la détermination de ceux qui souhaitent affaiblir davantage les Européens.

PREMIERS CONSTATS

L'invasion massive de l'Ukraine par la Russie (24 février 2022) a surpris les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, les plaçant dans une situation très

inconfortable. La plupart d'entre eux entretiennent en effet des relations nourries avec la Russie dans de nombreux domaines (énergie, armement, agroalimentaire, tourisme) et s'accommodent parfaitement du discours autocratique et révisionniste du maître du Kremlin. Leur dirigeant comme leur population n'ont pas été insensibles à ses provocations à l'encontre des Américains et des Européens ; nul doute que certains d'entre eux espéraient secrètement une victoire de la Russie qui ne ferait qu'affaiblir davantage une Europe jugée molle et prête à tous les compromis. D'autres s'interrogent sur la fiabilité de la protection américaine et se cherchent de nouveaux parrains. Les pays de cette vaste région ont en tout cas tardé à réagir officiellement, refusant de s'exprimer sur le conflit ; les Emirats arabes unis, seul membre arabe du Conseil de sécurité, se sont d'ailleurs abstenus lors du vote de ce même Conseil (27 février) demandant la condamnation de l'invasion russe, et ce malgré les pressions américaines.

La réaction ferme, solidaire et immédiate de la plupart des pays européens, France et Allemagne en tête, a surpris les Etats d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. L'isolement croissant de la Russie sur la scène internationale, couplé aux fortes pressions américaines et asiatiques, les a contraint à revoir leur posture, d'autant que le précédent russe pourrait raviver le recours à la force pour régler des tensions frontalières, ce qu'aucun Etat de la région ne semble souhaiter pour l'instant. Seule la Syrie a voté sans surprise¹ contre le texte de la résolution soumise au vote de l'Assemblée générale des Nations unies (2 mars), certes non-contraignant ; l'Algérie, l'Iran et l'Irak se sont abstenus ; le Maroc, absent, n'a pas participé au vote. Tous les autres Etats de la région ont soutenu la résolution condamnant l'invasion russe et appelant à la fin des hostilités. Pragmatiques, ces mêmes Etats observent depuis l'évolution du conflit pour adapter leur posture en conséquence, car sur le fond, nombre d'entre eux restent probablement bien disposés à l'égard de la Russie de Vladimir Poutine.

PREMIERES CONSEQUENCES

Les dossiers régionaux passent désormais au second plan, qu'il s'agisse du nucléaire iranien et du retour dans le JCPOA, de la guerre en Syrie, de la guerre au Yémen, des risques d'affrontement entre Israël et l'Iran soutenu par le Hezbollah (ou vice-versa), de l'effondrement du Liban, du conflit israélo-palestinien, du conflit libyen, du conflit du Sahara occidental, des tensions entre l'Algérie et le Maroc qui en découlent, de l'instabilité de la bande Sahélo-saharienne, ou bien encore des tensions en Méditerranée orientale entre la Turquie, la Grèce et Chypre, actuellement mises en sourdine mais qui pourraient rapidement resurgir. Pendant que la communauté internationale a les yeux rivés sur l'Ukraine, la mer Noire et l'Europe orientale, certains acteurs globaux (Chine) et régionaux (Iran, Turquie, Qatar) pourraient être tentés de pousser leurs pions dans la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient pour améliorer leurs positions.

¹ Bachar el-Assad sait qu'il doit sa survie à la présence de la Russie en Syrie ; sa loyauté totale au Kremlin reste sa seule garantie de se maintenir au pouvoir à Damas.

La flambée des prix du blé. L'Ukraine et la Russie sont de gros exportateurs de blé et de céréales. L'absence de leur production sur le marché mondial, couplée à l'incertitude engendrée par les risques de dérapages de cette crise qui incitent à des achats de prudence, a entraîné le doublement des prix du blé (à 320 euros la tonne) qui restent une denrée de base en Afrique du Nord, au Levant et dans la péninsule Arabique. Les pays de la région qui s'approvisionnaient massivement en Russie et en Ukraine² vont devoir faire face à la hausse brutale des prix et se tourner rapidement vers d'autres exportateurs. Ceux d'entre eux qui subventionnent le pain et ont une population nombreuse et relativement pauvre pourraient faire face à des émeutes de la faim susceptibles de fragiliser leur régime ou au contraire de le radicaliser.

La flambée des prix des hydrocarbures. Pour les pays exportateurs nets de pétrole et de gaz naturel, cette flambée des prix est une aubaine. Avec un baril qui a dépassé les 130 dollars (son cours le plus haut depuis dix ans) et un prix du gaz atteignant les 190 euros le mégawatt/heure (+ 50 %), ces pays renflouent leurs caisses et peuvent envisager d'acheter la paix sociale, notamment pour faire face à la hausse brutale des prix du blé et des autres matières premières. Les principaux bénéficiaires sont l'Arabie saoudite, l'Algérie, la Libye, le Qatar, le Koweït, l'Irak et les Emirats arabes unis ; l'Iran dans une bien moindre mesure, puisque la quantité d'hydrocarbures que la République islamique peut exporter est très limitée par le poids des sanctions, ce qui la pousse d'ailleurs à espérer une issue favorable et rapide des négociations de Vienne pour pouvoir elle aussi remplir à nouveau ses caisses. Téhéran a d'ailleurs proposé aux Européens de leur livrer massivement du gaz³. En se substituant à la Russie pour approvisionner les pays européens jusque-là très dépendants des livraisons russes, ces Etats peuvent également espérer redorer leur blason aux yeux des Occidentaux, notamment pour les plus autocratiques d'entre eux.

La mise à l'index de la Russie. Les pays qui abritent des bases russes officielles ou informelles (Syrie, Soudan, Libye), de même que les Etats qui entretiennent des liens forts avec la Russie (Algérie, Egypte, Emirats arabes unis, Arabie saoudite) risquent d'être sommés de choisir leur camp, ou à défaut d'encourir une certaine forme d'isolement. Les deux pays les plus visés sont sans doute la Syrie et le Soudan. Les autres conservent des atouts qui leur offrent une certaine marge de manœuvre, à l'instar de l'Egypte dont personne ne souhaite l'isolement et l'instabilité qui se répercuterait immédiatement sur la sécurité du canal de Suez. Le président Sissi cultive pour cette raison de bonnes relations avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

En revanche, ceux qui attendent la livraison d'armes russes (Algérie, Egypte, Syrie), qui étaient en train de négocier d'importants contrats d'armement (Iran, Turquie, Arabie saoudite) ou qui dépendent du Kremlin pour alimenter leurs stocks de munitions et de pièces de rechange (EAU, Koweït, Irak, Yémen) risquent de devoir patienter un long moment. Nul doute que les Américains, les Chinois, les Européens,

² L'Egypte (60 %), l'Algérie (50 %), la Libye, le Liban, la Jordanie et la plupart des monarchies du Golfe (30-40 %).

³ L'Iran est crédité des secondes réserves mondiales de gaz naturel.

les Turcs et les Israéliens y voient une opportunité pour regagner à terme des parts de marché.

CEUX QUI VONT PROBABLEMENT SOUFFRIR

Les pays qui n'ont pas ou peu de ressources en hydrocarbures et qui vont devoir acheter leur pétrole, leur essence, leur gaz et leur blé encore plus cher vont indéniablement souffrir, a fortiori s'ils sont isolés diplomatiquement de par leur proximité avec la Russie et s'ils sont pénalisés par une population nombreuse et une situation économique fragile. La Syrie, le Liban, le Soudan, la Jordanie, l'Autorité palestinienne, le Yémen, la Tunisie et dans une moindre mesure l'Égypte et l'Irak paraissent aujourd'hui particulièrement vulnérables.

CEUX QUI POURRAIENT TIRER LEUR EPINGLE DU JEU

L'Algérie pourrait profiter de cette crise pour opérer un changement d'alliance en se détournant de la Russie pour se tourner résolument vers l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie avec lesquelles elle a noué des partenariats forts ces dernières années (énergie, armement), mais aussi vers la Turquie qui devient de plus en plus populaire en Algérie. En échange de livraisons massives de gaz à bon prix, l'Allemagne pourrait investir de manière conséquente en Algérie pour moderniser les infrastructures gazières et pétrolières, pour développer le secteur des énergies renouvelables et pour soutenir diplomatiquement le régime algérien sur la scène régionale tout en promouvant sa cause auprès de l'Union européenne. L'Allemagne et la Turquie (dans une moindre mesure l'Espagne et l'Italie) pourraient en profiter pour se substituer à la Russie comme principaux pourvoyeurs d'armement de dernière génération à l'Algérie. Un partenariat stratégique avec la Turquie permettrait à l'Algérie de contrer l'axe Maroc-Israël-Etats-Unis et de négocier l'avenir de la Libye dans de meilleures conditions. La Chine, à moins qu'elle ne suive l'exemple de la Russie en envahissant Taïwan, resterait un partenaire économique privilégié pour Alger. Cette évolution mettrait indéniablement la France et le Maroc en difficulté. Le principal écueil à ce scénario reste toutefois la proximité idéologique de la vieille garde algérienne à l'égard du modèle proto-soviétique prôné tant par le FLN que par Vladimir Poutine.

La Libye semble être en passe de s'entendre sur une formule d'union nationale préservant les intérêts de chacun des principaux protagonistes. La neutralisation de la Russie, au moins pour un certain temps, et l'effacement progressif des Emirats arabes unis qui ont d'autres soucis plus urgents à traiter, pourrait faciliter la résolution de la crise. La Libye reste un pays riche et relativement peu peuplé – donc moins vulnérable aux risques socioéconomiques – qui bénéficie de l'embellie des prix des hydrocarbures.

Le Qatar devrait lui aussi bénéficier des conséquences de la guerre en Ukraine. La hausse spectaculaire du prix du gaz et l'ostracisation temporaire de la Russie auprès des monarchies du Golfe (le Qatar ne s'est jamais rapproché du Kremlin), de même que la perspective d'un accord sur le nucléaire iranien, renforcent structurellement la marge de manœuvre du Qatar dans la région et son rôle de nouvel intermédiaire

privilegié des Etats-Unis au Moyen-Orient. Ce constat reste toutefois soumis à deux conditions : que Joe Biden ne perde pas les deux chambres à l'issue des élections de *mid-term* de novembre 2022 et qu'une administration démocrate reste au pouvoir à Washington à l'issue de son mandat. Les Républicains lui sont notoirement moins favorables.

TROIS CAS PARTICULIERS : ISRAËL, IRAN ET TURQUIE

L'invasion de l'Ukraine est une très mauvaise nouvelle pour Israël qui compte de nombreux citoyens d'origine russe et ukrainienne, sans compter les nombreux oligarques juifs détenteurs de l'un ou l'autre des passeports russe ou ukrainien. Israël est très lié économiquement à ces deux pays et le président ukrainien Volodymyr Zelensky est d'origine juive, ce qui compte beaucoup pour la société israélienne ; son assimilation à un « nazi » n'est pas acceptable en Israël. L'échec de la première tentative de bons offices du Premier ministre Naftali Bennett montre l'influence limitée d'Israël dans ce dossier, même si Vladimir Poutine a ensuite accepté de recevoir celui-ci à Moscou. Pour le Premier ministre israélien déjà fragilisé, prendre parti pour l'un ou l'autre des belligérants consisterait à s'aliéner des électeurs dont il a besoin pour se maintenir au pouvoir. De fait, l'exécutif israélien refuse de livrer de nouvelles armes (drones armés et suicide, missiles antiaériens et antichars) à l'Ukraine et il se répartit les rôles : Naftali Bennet parle aux Russes et aux Européens ; le vice-Premier ministre Yaïr Lapid parle aux Ukrainiens et aux Américains.

Au-delà de la dimension économique et politique, Israël a besoin de la Russie sur le plan stratégique pour contenir l'Iran en Syrie et au Liban, mais surtout pour repousser les pasdarans hors de Syrie. En condamnant comme ils l'ont fait l'invasion russe lors du vote de l'Assemblée générale de l'ONU, les Israéliens savent qu'ils agacent les Russes qui peuvent être tentés de pactiser avec les forces iraniennes en Syrie tout en les poussant à des provocations contre Israël, a fortiori si les négociations de Vienne sur le dossier nucléaire venaient à échouer. Ils savent également qu'il leur serait beaucoup plus difficile de frapper les intérêts iraniens au Levant si les Russes activaient leur bulle de déni d'accès face à l'aviation israélienne. Israël sait surtout qu'il ne pourra plus compter sur la Russie pour faire face à un Iran proche du seuil nucléaire en cas d'échec des négociations de Vienne. Et en cas d'accord, ce sont les Etats-Unis qui exerceront des pressions à son encontre pour qu'il ne sabote pas le retour de l'Iran dans le JCPOA. Israël se trouve donc de plus en plus isolé sur la scène régionale, même si les accords d'Abraham lui ouvrent des perspectives intéressantes. Plus que jamais, de nombreux responsables israéliens considèrent qu'Israël ne peut plus désormais compter que sur lui-même. Est-ce à dire qu'ils envisagent de lever l'ambiguïté sur leur arsenal nucléaire ?

La guerre en Ukraine n'est pas une meilleure nouvelle pour l'Iran, car elle accroît les tensions, les divisions internes et les risques de mainmise encore plus forte à terme de la Chine sur le pays. Le gouvernement iranien s'est donc montré très prudent dans ses prises de position, refusant de soutenir la Russie sans toutefois la condamner, stigmatisant l'OTAN sans s'en prendre directement aux Etats-Unis. Il s'est d'ailleurs

abstenu lors du vote à l'Assemblée générale. Il sait que pour espérer un accord à Vienne, il lui faut ménager à la fois Moscou et Washington.

Tous ceux qui en Iran rejettent la démocratie et rêvent de revanche face à l'Occident se réjouissent de voir Vladimir Poutine défier ouvertement les Américains et les Européens. Mais ces mêmes individus comprennent qu'un affrontement militaire entre la Russie et les Occidentaux serait néfaste à l'Iran en cas d'extension du conflit au Moyen-Orient, notamment si Israël profitait de la situation pour intervenir militairement au Liban ou en Syrie pour éliminer durablement le Hezbollah dans l'optique d'un Iran parvenu au seuil nucléaire. Ils se doutent aussi qu'une défaite de Vladimir Poutine encouragerait la contestation en Iran. De leur côté, tous ceux qui espèrent une conclusion positive des négociations de Vienne pour faire entrer du cash dans les caisses de l'Etat craignent que la polarisation diplomatique liée au conflit russo-ukrainien fasse échouer les négociations, pour le plus grand profit de la Chine. Ils s'inquiètent des déclarations récentes de Sergueï Lavrov qui prend en otage le compromis trouvé par les négociateurs américains et iraniens. En attendant, ils se réjouissent de la flambée des prix des hydrocarbures qui leur offre un ballon d'oxygène inespéré.

Ceux qui militent à l'inverse pour l'échec des négociations de Vienne, estimant que l'Iran aurait tout intérêt à se rapprocher du seuil nucléaire (à l'instar de l'ancien amiral Ali Shamkhani, secrétaire du conseil de sécurité nationale), font valoir que l'Ukraine n'aurait pas été envahie par la Russie aujourd'hui si elle avait conservé son arsenal nucléaire au lendemain de la guerre froide. Enfin, les militaires qui espèrent d'importantes livraisons d'armes en provenance de Russie, indispensables pour moderniser leurs équipements obsolètes, comprennent qu'un enlisement de la guerre en Ukraine, tout comme la mise sous embargo de la Russie, ne leur permettra pas d'obtenir les armes souhaitées ; ils espèrent donc une victoire rapide du Kremlin ou à défaut la cessation des hostilités, tout comme ceux qui craignent que la Russie ne puisse plus assurer l'entretien de la centrale nucléaire civile de Bouchehr (sous contrôle de l'AIEA).

La guerre russo-ukrainienne place la Turquie devant un dilemme car comme Israël, elle entretient d'étroites relations avec les deux belligérants. Elle s'est rapprochée de l'Ukraine depuis plusieurs années, notamment dans les domaines industriels et de l'armement, mais a besoin de la Russie dans les domaines de l'énergie (y compris du nucléaire civil), du tourisme, du commerce et de l'armement. Gardienne des détroits du Bosphore et des Dardanelles (convention de Montreux de 1936), elle sait qu'un choc frontal avec la Russie entraînerait de lourdes conséquences militaires, économiques et stratégiques. Elle pourrait difficilement contester la suprématie aéromaritime russe en mer Noire.

Son appartenance à l'OTAN et son rôle historique de bouclier du Flanc Sud face à l'URSS, puis face à la Russie et l'Iran, ont certainement poussé les Etats-Unis à lui poser la question de confiance : « êtes-vous avec nous ou contre-nous ? » Les déclarations du président R.T. Erdogan montrent qu'il a provisoirement choisi son

camp, celui des Etats-Unis et de l'Alliance atlantique, au moins en attendant de voir comment le conflit évoluera⁴.

Le président turc n'en ménage pas moins le Kremlin. Il refuse d'appliquer les sanctions économiques contre la Russie de même qu'il refuse de livrer à Kiev les armes (drones et missiles) que l'Ukraine se déclare prête à lui acheter. Il continue d'acheminer le gaz russe à travers son territoire, n'a pas suspendu les vols russes au-dessus de son territoire et a donné l'ordre à son représentant à Strasbourg de s'abstenir lors du vote suspendant provisoirement la Russie du Conseil de l'Europe. Même s'il a menacé de fermer les détroits aux navires russes en arguant de l'article 19 de la convention de Montreux qui permet d'empêcher la sortie de navires de nations belligérantes, il n'a pas mis sa menace à exécution. Il aurait toutefois envoyé discrètement des mercenaires syriens combattre en Ukraine, rappelant que la Crimée fut une terre ottomane peuplée de Tatars turcophones.

Pour l'instant, la Turquie joue les bons élèves de l'OTAN, coopère avec les marines de l'Alliance atlantique et met en sourdine ses ressentiments et ses provocations à l'encontre de l'Union européenne. Mais qu'advierait-il si l'unité européenne venait à se fissurer face à la guerre en Ukraine, si les Etats-Unis devaient se retourner brutalement vers le front asiatique ou si Vladimir Poutine parvenait à arracher un cessez-le-feu qui lui soit favorable ?

Il est trop tôt pour apprécier la durabilité des impacts de la guerre en Ukraine sur la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Mais si la marginalisation de la Russie persistait et si les Etats européens les plus concernés par l'avenir de cette région ne saisissaient pas cette opportunité pour s'y réengager, il est possible que la Chine en profite pour avancer ses pions tous azimuts, améliorant ainsi sa position face aux Etats-Unis, à condition toutefois de ne pas s'être lancée elle aussi dans une aventure militaire. Une chose paraît sûre : le monde arabe, la Turquie, l'Iran et Israël regardent avec la plus vive attention la manière dont l'Union européenne et l'OTAN vont se positionner et gérer l'après-conflit quand celui-ci surviendra. Tout signe de faiblesse ou de pusillanimité se paiera alors cher et comptant.

⁴ R.T. Erdogan fait face à une situation économique très dégradée (54 % d'inflation ; recul du PIB) ; il sait que son pouvoir ne résisterait probablement pas à d'importantes sanctions économiques imposées par les Etats-Unis qui abritent de surcroît Fethullah Gülen, son principal opposant politique.



FMES
Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques



INSTITUT FMES

Maison du Numérique et de l'Innovation
Place Georges Pompidou - F 83000 TOULON

TOUS DROITS RESERVES

